
Fiches sectorielles



Avertissement

Les résultats et analyses présentés dans la vue d'ensemble, les fiches sectorielles et la plupart des fiches thématiques sont, sauf mention contraire, définis sur la base d'**unités légales** et d'**entreprises profilées**.

Comme les autres instituts statistiques européens, dans une optique de meilleure analyse du système productif, l'Insee met en place la définition économique de l'**entreprise**. Les unités légales faisant partie d'un groupe sont rassemblées, puis le « profilage » consiste à identifier, au sein des groupes, la (les) entreprise(s) pertinente(s) pour l'analyse économique au sens du décret de 2008 et à reconstituer leurs comptes consolidés. Ces entreprises sont conformes à la définition donnée par la loi de modernisation de l'économie (LME) : « la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production de biens et services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation des ressources courantes » et à la définition européenne de l'entreprise précisée dans le règlement 696/93.

Une unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

– une personne morale, type société, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;

– une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux, sécurité sociale, DGFIP, etc.) pour exister. La catégorie juridique d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales. L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

Le champ de référence le plus large pour ces statistiques d'entreprises est celui des **secteurs marchands non agricoles**. Dans les analyses de cet ouvrage, il est généralement restreint à celui des **secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers** (voir annexe *Le champ des statistiques d'entreprises de cet ouvrage*).

Les données chiffrées sont parfois arrondies, en général au plus près de leurs valeurs réelles. Le résultat arrondi d'une combinaison de chiffres (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut être légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
sd	Résultat semi-définitif
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
K	Millier
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

5.1 Secteurs marchands non agricoles

Le champ le plus large des statistiques d'entreprises est celui des **secteurs marchands non agricoles**. Ces statistiques s'appuient sur le dispositif É sane (Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises) qui mobilise des sources administratives (notamment des déclarations fiscales et sociales) complétées par des enquêtes statistiques. Le secteur agricole n'est pas couvert par ces enquêtes et ne fait donc pas partie du champ É sane. Les secteurs marchands non agricoles regroupent 4,2 millions d'entreprises en 2016. Ces entreprises réalisent un chiffre d'affaires hors taxes global de 3 917 milliards d'euros et dégagent une **valeur ajoutée** hors taxes de 1 135 milliards d'euros, soit 57 % de celle de l'ensemble de l'économie française.

Les **secteurs** de la santé humaine-action sociale et de l'enseignement comprennent des établissements publics ayant un poids économique important ; la vision de ces secteurs à partir des seules entreprises du secteur privé est donc largement partielle. Ainsi, en 2016, alors que ces trois activités cumulent une valeur ajoutée de 294 milliards d'euros en notion de **branche** (qui regroupe les activités marchandes et non marchandes) de la comptabilité nationale, les entreprises privées appartenant à ces trois secteurs en réalisent seulement 70 milliards. En conséquence, ces secteurs sont souvent exclus des analyses statistiques pour se restreindre au champ des **secteurs principalement marchands non agricoles**. En 2016, ce champ rassemble 3,6 millions d'entreprises pour un chiffre d'affaires de 3 813 milliards d'euros et une valeur ajoutée de 1 066 milliards.

Le secteur des activités financières et d'assurance est également souvent écarté des analyses, car la structure financière et les

données comptables des entreprises ne sont pas homogènes avec celles des autres secteurs et la couverture de ces activités par le dispositif É sane est partielle. Ainsi, c'est le champ des **secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers** qui est retenu dans cet ouvrage, à quelques exceptions près. En 2016, ce champ compte 3,5 millions d'entreprises pour un chiffre d'affaires de 3 748 milliards d'euros et une valeur ajoutée de 1 037 milliards d'euros, soit 52 % de l'ensemble de l'économie française.

En 2016, les 4 600 entreprises de 250 salariés ou plus ne représentent que 0,1 % des entreprises des secteurs marchands non agricoles, mais concentrent 39 % des salariés, 44 % du chiffre d'affaires et 43 % de la valeur ajoutée (hors taxes). En comparaison, les 4,1 millions d'entreprises de moins de 10 salariés regroupent 22 % des salariés, 22 % du chiffre d'affaires et 25 % de la valeur ajoutée (hors taxes).

En 2016, l'industrie compte relativement peu d'entreprises : 6 % de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles. Elle a en revanche un poids bien plus important en matière d'emploi salarié (23 %), de valeur ajoutée (24 %), d'investissement (27 %) et surtout de chiffre d'affaires à l'exportation (59 %), devant le commerce de gros. Les services principalement marchands (services aux particuliers et aux entreprises, hébergement et restauration, information et communication et activités immobilières) réalisent 374 milliards de valeur ajoutée et 92 milliards d'investissement (respectivement 33 % et 45 % de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles). Le commerce est le troisième grand secteur en matière de valeur ajoutée (19 %). ■

Définitions

Les **secteurs marchands non agricoles** correspondent ici aux activités de la nomenclature d'activités française (NAF rév. 2) : ensemble de l'industrie ; construction ; commerce-réparation d'automobiles et de motocycles ; transports et entreposage ; hébergement et restauration ; information et communication ; activités financières et d'assurance (division 66 et sous-classe 64.20Z) ; activités immobilières ; activités spécialisées, scientifiques et techniques ; activités de services administratifs et de soutien ; enseignement ; santé humaine et action sociale ; arts, spectacles et activités récréatives ; autres activités de services à l'exclusion des activités des organisations associatives.

Les **secteurs principalement marchands non agricoles** sont les secteurs marchands non agricoles sans les activités d'enseignement, de santé humaine et d'action sociale.

Les **secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers** sont les secteurs principalement marchands non agricoles hors activités financières et d'assurance.

Pour ces trois secteurs, voir *annexe Le champ des statistiques d'entreprises* de cet ouvrage.

Valeur ajoutée, secteur, branche : voir *annexe Glossaire et fiche 1.7*.

Secteurs marchands non agricoles 5.1

1. Chiffres clés de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles en 2016

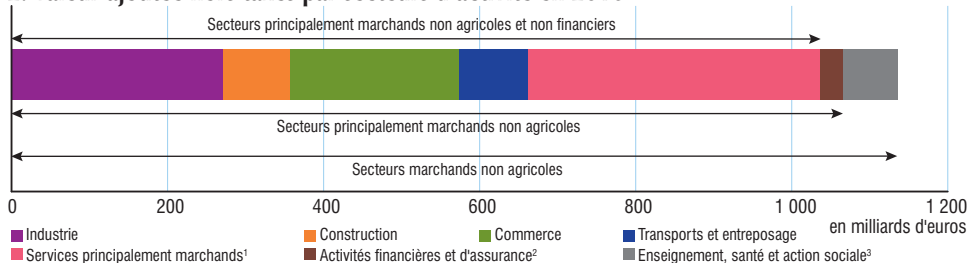
	Entreprises	Salariés en ETP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée hors taxes	Investissements corporels bruts hors apports
	(en milliers)		(en milliards d'euros)			
De 0 à 9 salariés en ETP	4 062,7	2 803,5	869,5	69,3	293,8	68,5
De 10 à 249 salariés en ETP	160,1	4 962,6	1 329,2	179,3	357,2	47,5
250 salariés en ETP ou plus	4,6	5 008,0	1 717,9	431,8	484,3	88,9
Ensemble des secteurs marchands non agricoles	4 227,4	12 774,1	3 916,5	680,4	1 135,3	204,9
Industrie	260,9	2 893,3	1 061,6	400,9	270,9	54,9
Construction	507,1	1 276,1	276,5	5,5	86,5	7,5
Commerce	760,0	2 649,9	1 420,6	140,9	216,4	20,4
Transports et entreposage	115,6	1 197,6	206,8	40,0	89,0	22,2
Hébergement et restauration	270,8	829,1	96,0	2,0	40,2	8,1
Information et communication	133,8	718,6	185,0	28,8	86,5	11,1
Activités immobilières	275,4	204,6	86,4	1,0	49,0	41,8
Services aux entreprises	694,9	1 885,0	357,5	51,2	177,4	26,4
Services aux particuliers	442,3	300,9	57,7	1,8	21,3	4,2
Ensemble des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers	3 460,8	11 955,3	3 748,2	672,1	1 037,3	196,6
Activités financières et d'assurance ¹	150,0	200,6	64,3	7,5	28,5	5,0
Ensemble des secteurs principalement marchands non agricoles	3 610,8	12 155,9	3 812,5	679,6	1 065,7	201,5
Enseignement, santé et action sociale ²	616,5	618,2	104,0	0,8	69,6	3,3
Ensemble des secteurs marchands non agricoles	4 227,4	12 774,1	3 916,5	680,4	1 135,3	204,9

1. Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance et activités des sociétés holding. Cela représente environ un quart de la valeur ajoutée du secteur des activités financières et d'assurance, le reste n'étant pas couvert par le dispositif É sane. 2. Partie marchande.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs marchands non agricoles.

Source : Insee, É sane.

2. Valeur ajoutée hors taxes par secteurs d'activité en 2016

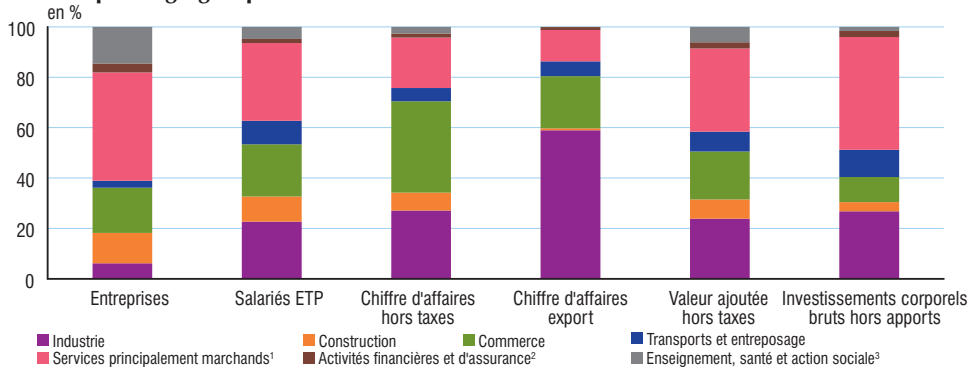


1. Hébergement et restauration, information et communication, activités immobilières, services aux entreprises, services aux particuliers ; hors services financiers. 2. Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance et activités des sociétés holding. 3. Partie marchande.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs marchands non agricoles.

Source : Insee, É sane.

3. Principaux agrégats par secteurs d'activité en 2016



1. Hébergement et restauration, information et communication, activités immobilières, services aux entreprises, services aux particuliers ; hors services financiers. 2. Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance et activités des sociétés holding. 3. Partie marchande.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs marchands non agricoles.

Source : Insee, É sane.

5.2 Secteurs principalement marchands non agricoles...

En 2016, 3,5 millions d'entreprises des **secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers** sont en activité en France. Ces entreprises comprennent aussi bien des **micro-entrepreneurs** que des **unités légales** appartenant à des multinationales ; la moitié d'entre elles se situent dans les services marchands. Si les petites entreprises contribuent notablement au développement du tissu productif dans des activités comme celles du bâtiment, du commerce de détail ou certaines activités de services, une part importante de l'activité économique est réalisée par un nombre restreint d'entreprises.

Les entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers comptent 12,0 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP) en 2016, dont 33 % sont employés dans les services marchands, 24 % dans l'industrie et 22 % dans le commerce. Elles enregistrent un chiffre d'affaires hors taxes de 3 748 milliards d'euros dont 672 milliards réalisés à l'export. L'industrie, avec un chiffre d'affaires à l'export de 401 milliards, est le premier secteur exportateur, essentiellement grâce à l'industrie manufacturière (379 milliards). Le second est le commerce (141 milliards), porté par les activités de commerce de gros.

Les entreprises des **secteurs** principalement marchands non agricoles et non financiers dégagent une valeur ajoutée hors taxes de 1 037 milliards d'euros en 2016, soit 52 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie nationale. Les entreprises des autres secteurs marchands (agriculture, services financiers, partie marchande des secteurs de la santé humaine-action sociale et de l'enseignement) en créent moins de 10 %.

Les investissements corporels bruts hors apports sont de 197 milliards d'euros en 2016 (+ 3,8 % par rapport à 2015). Les services

marchands non agricoles (92 milliards) et l'industrie (55 milliards) en sont les principaux contributeurs.

En 2017, l'emploi salarié poursuit sa légère reprise (+ 1,7 %) amorcée en 2015, après une baisse de 2012 à 2014. La crise de 2008-2009 a effacé l'essentiel de la hausse de l'emploi salarié entre 2000 et 2007 (+ 4,2 %) et les évolutions de 2010 et 2011 sont ensuite restées faibles.

Les effectifs salariés de l'industrie sont en recul continu de 2000 à 2016 (- 23,6 % sur la période, - 1,5 % en moyenne par an) et se redressent légèrement au second semestre 2017. Dans les services principalement marchands non agricoles, l'emploi continue de s'améliorer en 2017 (+ 3,0 % après + 3,6 % en 2016 et + 2,2 % en 2015).

En 2017, la production en volume de toutes les **branches** marchandes non agricoles et non financières continue d'augmenter (+ 3,5 points). Après une croissance continue de 2000 à 2007, elle avait fortement reculé en 2009. En 2017, seules les productions en volume des branches des services marchands (incluant l'activité des ménages en services de logement), du commerce et des transports et de l'entreposage ont retrouvé un niveau supérieur à celui de 2008-2009 avant la crise. Pour les branches de l'industrie, la production continue d'augmenter lentement en 2017 après avoir stagné en 2013 et 2014, mais reste en dessous du niveau de 2007. Dans la construction, elle augmente à nouveau en 2017, après une stabilisation en 2016 et deux années de baisse en 2014 et 2015.

En 2016, le taux d'investissement progresse légèrement (+ 0,2 point) et atteint 19 %. Il augmente très peu dans l'ensemble des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers et diminue fortement dans les transports et l'entreposage (- 2,4 points). ■

Définitions

Secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers : secteurs principalement marchands non agricoles hors activités financières et d'assurance.

Micro-entrepreneurs, unités légales, secteur, branche : voir *annexe Glossaire*.

1. Chiffres clés des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers en 2016

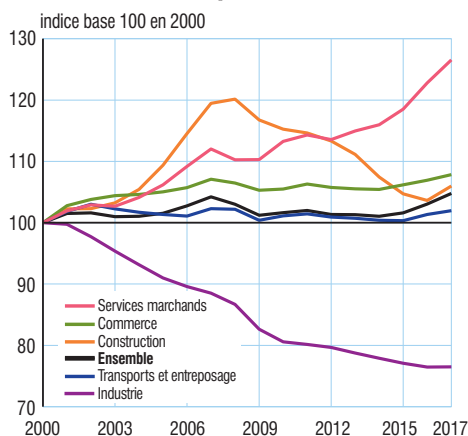
	Entreprises	Salariés en ETP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée hors taxes	Investissements corporels bruts hors apports
	(en milliers)		(en milliards d'euros)			
Industrie	260,9	2 893,3	1 061,6	400,9	270,9	54,9
Construction	507,1	1 276,1	276,5	5,5	86,5	7,5
Commerce	760,0	2 649,9	1 420,6	140,9	216,4	20,4
Transports et entreposage	115,6	1 197,6	206,8	40,0	89,0	22,2
Services marchands	1 817,2	3 938,3	782,7	84,8	374,4	91,6
Ensemble¹	3 460,8	11 955,3	3 748,2	672,1	1 037,3	196,6

1. Les entreprises de ce champ réalisent 52 % de la valeur ajoutée de l'économie (comptabilité nationale).

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, y compris micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Source : Insee, É sane.

2. Évolution de l'emploi salarié

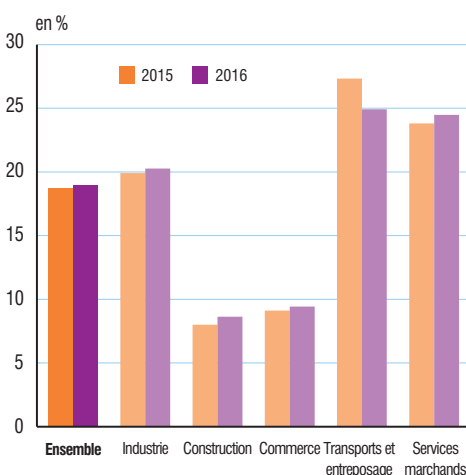


Champ : France métropolitaine, secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, en secteur d'établissements.

Note : les titulaires de contrats d'intérim sont classés systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4^e trimestre).

3. Taux d'investissement en 2015 et 2016



Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, É sane.

4. Ratios des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers selon les secteurs en 2016

	Taux d'exportation	Taux de valeur ajoutée	Taux d'investissement	Taux de marge ¹
	en %			
Industrie	37,8	25,5	20,3	30,7
Construction	2,0	31,3	8,6	16,2
Commerce	9,9	15,2	9,4	24,8
Transports et entreposage	19,3	43,1	24,9	25,1
Services marchands	10,8	47,8	24,5	29,4
Ensemble	17,9	27,7	19,0	27,3

1. Hors sièges sociaux

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, É sane.

5.3 Industrie

En 2016, le secteur de l'**industrie** compte 260 900 entreprises et emploie 2,9 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP), soit un quart des salariés de l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Les entreprises industrielles réalisent un chiffre d'affaires total de 1 062 milliards d'euros pour une **valeur ajoutée** de 271 milliards d'euros. Elles génèrent plus du quart du chiffre d'affaires (28 %) et de la valeur ajoutée (26 %) de l'ensemble des secteurs du champ. Un peu plus de 80 % de leur chiffre d'affaires est réalisé grâce à leurs activités industrielles. Depuis 2013, la production en volume de la branche industrie augmente régulièrement. Ainsi, elle progresse de 2,0 % en 2017, après + 1,6 % en 2016. L'eau et la gestion des déchets, la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques et celle de matériels de transport sont les activités les plus dynamiques en 2017. En revanche, la situation se dégrade pour l'industrie agroalimentaire, marquée par une faible production viticole et la pénurie de beurre.

En 2017, selon les estimations d'emploi et pour la première fois depuis 2000, l'industrie recrée des emplois (+ 1 100 en un an). La moitié des secteurs sont ainsi devenus créateurs d'emplois. C'est surtout le cas de l'eau et gestion des déchets (+ 1,2 %), de l'industrie agroalimentaire (+ 1,0 %), de l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la

chaussure (+ 0,9 %) et de l'industrie chimique (+ 0,8 %). En outre, exceptions faites du raffinage et du gaz et électricité, les réductions d'emplois ralentissent dans les autres secteurs. Le recours à l'intérim continue de progresser : + 15,1 % en 2017 après + 7,2 % en 2016 et + 9,6 % en 2015. Néanmoins, l'industrie a perdu 23,5 % de ses emplois salariés directs (hors intérim) entre les quatrième trimestres 2000 et 2017.

L'industrie est davantage tournée vers l'extérieur que les autres grands secteurs puisqu'elle réalise 38 % de son chiffre d'affaires sur les marchés extérieurs, soit deux fois plus que l'ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières. Elle assure ainsi 60 % du montant des exportations. En 2016, le taux de marge dans l'industrie est de 31 %. Il est supérieur à celui de l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers (27 %). Les marges sont surtout élevées dans la production d'électricité et de gaz (54 %), elles le sont en revanche bien moins dans l'industrie manufacturière (28 %).

De même, le taux d'investissement des entreprises industrielles est supérieur à celui de l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers (20 % en 2016 contre 19 %). Il est porté par le taux d'investissement du secteur de l'électricité et gaz (65 %). Ce **ratio** n'est que de 14 % dans l'industrie manufacturière. ■

Définitions

Industrie : elle correspond aux sections B (industries extractives), C (industrie manufacturière), D (production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné), E (production et distribution d'eau, assainissement et gestion des déchets, dépollution) de la nomenclature d'activités NAF rév. 2 (voir *annexe Nomenclature d'activités française*).

Valeur ajoutée, ratio : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « L'industrie manufacturière en 2017 : des créations d'emplois malgré une croissance en demi-teinte », *Insee Première* n° 1706, juillet 2018.

1. Chiffres clés de l'industrie en 2016

	Entreprises	Salariés en ETP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée hors taxes	Investissements corporels bruts hors apports
	(en milliers)		(en milliards d'euros)			
Industries extractives	1,7	17,0	6,3	1,0	1,6	0,6
Industrie manufacturière	216,0	2 559,5	908,5	378,9	228,9	31,0
Électricité, gaz	29,7	165,7	109,8	17,9	28,5	18,5
Eau, gestion des déchets	13,5	151,2	37,0	3,1	11,9	4,8
Ensemble de l'industrie	260,9	2 893,3	1 061,6	400,9	270,9	54,9
Ensemble des entreprises principalement marchandes non agricoles et non financières						
	3 460,8	11 955,3	3 748,2	672,1	1 037,3	196,6
Poids des entreprises du secteur de l'industrie¹ (en %)	7,5	24,2	28,3	59,6	26,1	27,9

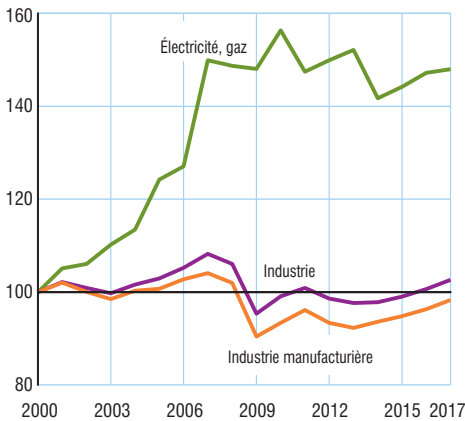
1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur industriel par rapport à l'ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie.

Source : Insee, É sane.

2. Production par branche en volume

indice base 100 en 2000

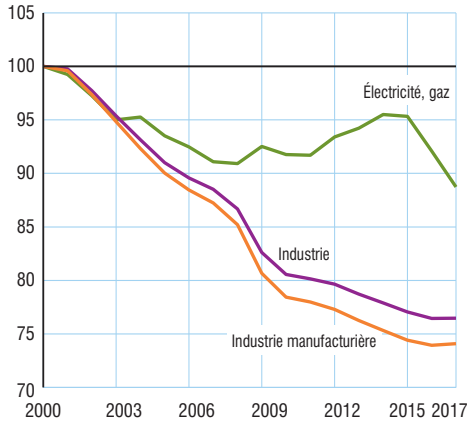


Champ : France, branches industrielles.

Source : Insee, comptabilité nationale.

3. Évolution de l'emploi salarié hors intérim

indice base 100 en 2000



Champ : France métropolitaine, industrie, en secteur d'établissements.

Note : les titulaires de contrats d'intérim sont classés systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4^e trimestre).

4. Ratios de l'industrie selon les secteurs en 2016

en %

	Taux d'exportation	Taux de valeur ajoutée	Taux d'investissement	Taux de marge ¹
Industries extractives	16,2	26,0	34,7	14,8
Industrie manufacturière	41,7	25,2	13,5	27,6
Électricité, gaz	16,3	25,9	65,1	53,5
Eau, gestion des déchets	8,3	32,2	40,4	29,7
Ensemble de l'industrie	37,8	25,5	20,3	30,7
Ensemble des secteurs principalement marchands²	17,9	27,7	19,0	27,3

1. Hors sièges sociaux.

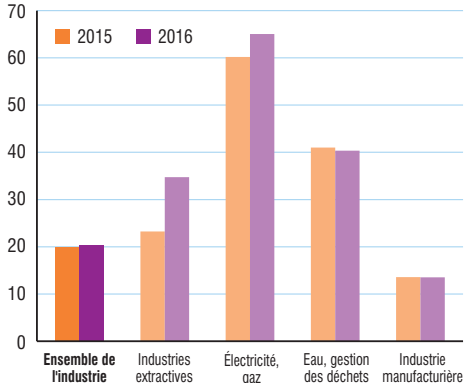
2. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financières.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie.

Source : Insee, É sane.

5. Taux d'investissement en 2015 et 2016

en %



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie.

Source : Insee, É sane.

5.4 Construction

Avec 507 000 entreprises et une **valeur ajoutée** de 87 milliards d'euros en 2016, le secteur de la **construction** représente 15 % des entreprises, 8 % de la valeur ajoutée et 11 % des effectifs salariés directs (hors intérim) en équivalent temps plein (ETP) de l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. La construction recourt aussi fréquemment à l'intérim avec une centaine de milliers de salariés en ETP.

La construction regroupe plusieurs activités principales : les travaux de construction spécialisés (installation électrique, plomberie, maçonnerie, etc.), le génie civil (infrastructures, ponts, tunnels, etc.), la construction de bâtiments et la **promotion immobilière**. La première est celle qui pèse le plus avec 86 % des entreprises, 73 % de la valeur ajoutée et 77 % des effectifs salariés en ETP de la construction. Dans ce secteur des travaux de construction spécialisés, les entreprises sont majoritairement de petite taille.

Le génie civil compte 5 900 entreprises soit 1 % des entreprises de la construction. Il réalise en revanche 11 % de la valeur ajoutée et emploie 12 % des salariés directs (hors intérim) en ETP du secteur.

Les entreprises de construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels représentent 4 % des entreprises, 10 % de la valeur ajoutée et des effectifs salariés directs (hors intérim) en ETP du secteur. Par la nature des travaux réalisés, la construction de bâtiments et surtout le génie civil présentent une concentration des

moyens de production et des résultats dans de plus grandes entreprises, contrairement aux travaux de construction spécialisés, secteur très atomisé.

Avec 8 % des entreprises de la construction, la promotion immobilière, représente 6 % de la valeur ajoutée du secteur et 2 % de l'emploi en ETP (sachant qu'il s'agit dans leur majorité d'entreprises sans salariés).

En 2017, la production en volume de la branche construction augmente à nouveau ; celle-ci est supérieure de 11 points à son niveau de 2000 et inférieure de 9 points à celui de 2007 avant la crise.

Les effectifs salariés directs (hors intérim) en ETP qui n'avaient cessé de baisser depuis la crise sont en hausse en 2017 (+ 2,3 % en un an). Le génie civil bénéficie davantage de cette embellie par rapport au secteur du bâtiment (respectivement + 3,4 % et + 2,1 %).

Le taux de marge demeure plus faible en 2016 que celui de l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers : 16 % contre 27 %. Il se situe à cette moyenne dans le secteur des travaux spécialisés (16 %), alors qu'il est nettement plus élevé dans la promotion immobilière (59 %) et plus faible dans le génie civil (4 %).

Le taux d'investissement est de 9 % en 2016 contre 19 % pour l'ensemble des entreprises du champ. Celui de la promotion immobilière est le plus élevé (29 %) et celui des travaux de construction spécialisés le plus faible (7 %). ■

Définitions

La **construction** regroupe les entreprises de trois divisions de la NAF rév. 2 : la construction de bâtiments (41), le génie civil (42) et les travaux spécialisés (43). À un niveau plus fin, la construction de bâtiments se subdivise en promotion immobilière (41.1) et en construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels (41.2) (voir *annexe Nomenclature d'activités française*).

La **promotion immobilière** consiste à réunir les moyens juridiques, financiers, techniques et humains nécessaires à la réalisation de projets immobiliers destinés ultérieurement à la vente.

Valeur ajoutée, ratio : voir *annexe Glossaire*.

1. Chiffres clés de la construction en 2016

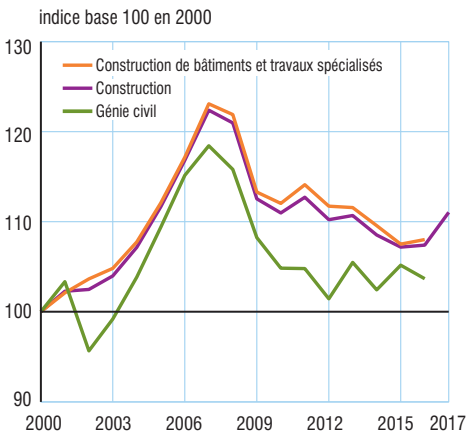
	Entreprises	Salariés en ETP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée hors taxes	Investissements corporels bruts hors apports
	(en milliers)		(en milliards d'euros)			
Promotion immobilière	41,0	19,9	35,2	0,3	4,9	1,4
Construction de bâtiments	22,5	125,7	40,1	1,1	9,0	0,7
Génie civil	5,9	149,1	32,3	1,3	9,5	1,2
Travaux spécialisés	437,7	981,5	169,0	2,9	63,1	4,1
Ensemble de la construction	507,1	1 276,1	276,5	5,5	86,5	7,5
Ensemble des entreprises principalement marchandes non agricoles et non financières	3 460,8	11 955,3	3 748,2	672,1	1 037,3	196,6
Poids des entreprises de la construction¹ (en %)	14,7	10,7	7,4	0,8	8,3	3,8

1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur de la construction par rapport à l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de la construction.

Source : Insee, É sane.

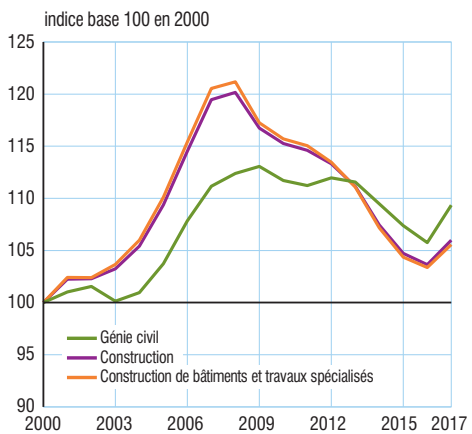
2. Production par branche en volume



Champ : France, branches de la construction.

Source : Insee, comptabilité nationale.

3. Évolution de l'emploi salarié hors intérim



Champ : France métropolitaine, construction, en secteur d'établissements.

Note : les titulaires de contrats d'intérim sont classés systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4^e trimestre).

4. Ratios de la construction selon les secteurs en 2016

	en %			
	Taux d'exportation	Taux de valeur ajoutée	Taux d'investissement	Taux de marge ¹
Production immobilière	1,0	14,0	29,1	58,7
Construction de bâtiments	2,8	22,5	8,0	8,0
Génie civil	3,9	29,4	12,5	3,6
Travaux spécialisés	1,7	37,3	6,5	16,0
Ensemble de la construction	2,0	31,3	8,6	16,2
Ensemble des secteurs principalement marchand²	17,9	27,7	19,0	27,3

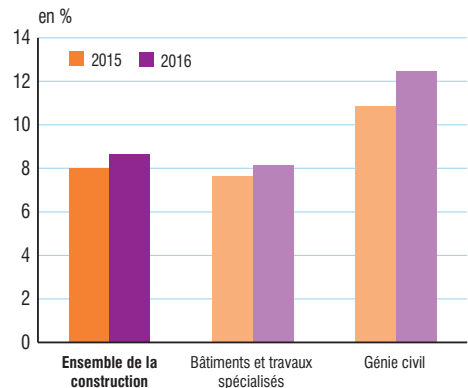
1. Hors sièges sociaux.

2. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de la construction.

Source : Insee, É sane.

5. Taux d'investissement en 2015 et 2016



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de la construction.

Source : Insee, É sane.

5.5 Commerce

En 2016, le **commerce** rassemble 760 000 entreprises, qui réalisent un chiffre d'affaires (CA) de 1 421 milliards d'euros et dégagent une **valeur ajoutée** (VA) de 216 milliards d'euros. Elles emploient plus de 2,6 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP). Leur poids dans l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers est sensiblement le même en matière de nombre d'entreprises (22 %), de valeur ajoutée (21 %) et de chiffre d'affaires à l'export (21 %) que de salariés en ETP (22 %). Cette part est nettement plus élevée pour le chiffre d'affaires (38 %) et reflète la spécificité de l'activité commerciale qui consiste à revendre des biens achetés en l'état plutôt que de produire des biens ou des services. Le chiffre d'affaires, comparé à la valeur ajoutée, est donc proportionnellement plus important que dans les autres secteurs.

Le commerce comprend trois sous-secteurs : le commerce de gros a le plus souvent pour clients d'autres entreprises, notamment du commerce ; le commerce de détail vend principalement aux particuliers ; le commerce automobile regroupe des commerçants, grossistes ou détaillants, spécialisés dans la vente ou la réparation d'automobiles et de motocycles.

En 2017, les ventes en volume des entreprises du commerce de gros progressent de 2,2 %. Les ventes du commerce de détail, comptabilisées par forme de vente, augmentent également (+ 1,2 %). Celles du commerce et réparation d'automobiles restent dynamiques (+ 5,1 %), quoique moins qu'en 2016 (+ 6,5 %).

L'emploi salarié hors intérim des établissements commerciaux augmente de 0,8 % entre fin 2016 et fin 2017, après + 0,7 % entre fin 2015 et fin 2016. Dans le commerce de détail, il progresse seulement de 0,7 %, après + 1,2 % en 2016 et en 2015. La reprise dans le

commerce et la réparation automobiles amorcée en 2015 s'amplifie en 2017 (+ 1,6 %). L'emploi salarié du commerce de gros augmente pour la première fois depuis 2011 (+ 0,7 %).

En 2016, le taux de marge commerciale s'établit à 24 % pour l'ensemble du commerce. Proche de la moyenne dans le commerce de gros (22 %), il varie de 13 % dans le commerce automobile à 30 % dans le commerce de détail.

En 2016, le commerce de gros réalise 52 % de la VA du commerce, le commerce de détail 38 % et le commerce automobile 10 %. Mais le commerce de gros n'emploie que 34 % des salariés du secteur, le commerce de détail plus de la moitié (53 %) et le commerce automobile 13 %. Les entreprises du commerce de gros sont celles qui exportent le plus (15 % de leur CA) ; elles comprennent notamment des filiales commerciales de groupes industriels. Comparativement, les entreprises du commerce de détail et automobile exportent peu (3 % et 5 %).

La production des entreprises commerciales comprend les ventes de services facturées aux clients ou aux fournisseurs, la production de biens et, composante dominante, la **marge commerciale**. Le taux de valeur ajoutée (rapport de la valeur ajoutée sur le chiffre d'affaires) est donc très lié au taux de marge commerciale. Il est de 15 % dans le commerce, soit nettement moins que pour l'ensemble des entreprises du champ des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers (28 %). Il est légèrement inférieur dans le commerce de gros (14 %) et dans le commerce automobile (12 %) et plus élevé dans le commerce de détail (18 %).

Le taux d'investissement est sensiblement plus faible dans le commerce (9 %) que dans l'ensemble du champ (19 %). Entre 2015 et 2016, il augmente de deux points dans le commerce automobile, mais reste stable dans le reste du commerce. ■

Définitions

Commerce, valeur ajoutée, marge commerciale, ratio : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « La situation du commerce en 2017 », *Document de travail* n° E2018/02, Insee, juin 2018.
- « Les comptes de la Nation en 2017 – Le PIB accélère (+ 2,2 % après + 1,2 %), le pouvoir d'achat des ménages augmente modérément », *Insee Première* n° 1697, mai 2018.
- « Médias sociaux, sites web, places de marché : des vitrines pour les sociétés », *Insee Première* n° 1696, mai 2018.
- « Le commerce électronique », *Insee Première* n° 1695, mai 2018.
- « Proximité et qualité, les deux priorités pour faire ses courses alimentaires », *Consommation et modes de vie* n° 299, Crédoc, mai 2018.

1. Chiffres clés du commerce en 2016

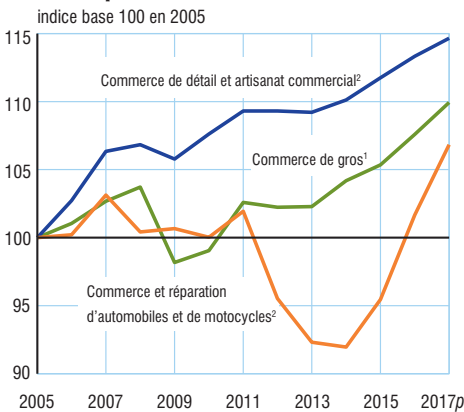
	Entreprises	Salariés en ETP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée hors taxes	Investissements corporels bruts hors apports
	(en milliers)		(en milliards d'euros)			
Commerce et réparation d'automobiles et de motos	97,8	338,2	176,4	8,4	21,5	2,5
Commerce de gros	155,6	913,1	803,2	121,7	113,7	7,5
Commerce de détail	506,6	1 398,6	441,0	10,8	81,3	10,4
Ensemble du commerce	760,0	2 649,9	1 420,6	140,9	216,4	20,4
Ensemble des entreprises principalement marchandes non agricoles et non financières	3 460,8	11 955,3	3 748,2	672,1	1 037,3	196,6
Poids des entreprises du commerce¹ (en %)	22,0	22,2	37,9	21,0	20,9	10,4

1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur du commerce par rapport à l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur du commerce.

Source : Insee, É sane.

2. Ventes par secteur en volume



1. Ventes HT par secteur d'entreprise.

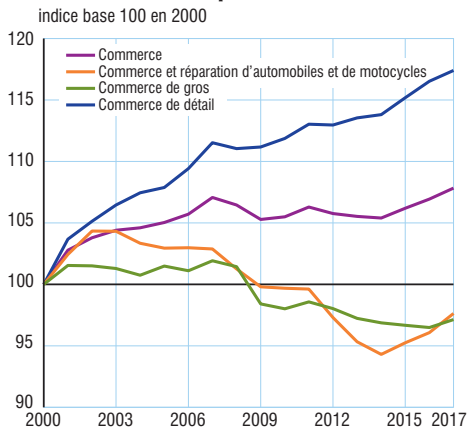
2. Ventes TTC par forme de vente (secteur d'établissement).

Champ : France, secteurs du commerce.

Note : les données de 2016 sont semi-définitives.

Source : Insee, comptes du commerce.

3. Évolution de l'emploi salarié hors intérim



Champ : France métropolitaine, commerce, en secteur d'établissements.

Note : les titulaires de contrats d'intérim sont classés systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4^e trimestre).

4. Ratios du commerce selon les secteurs en 2016

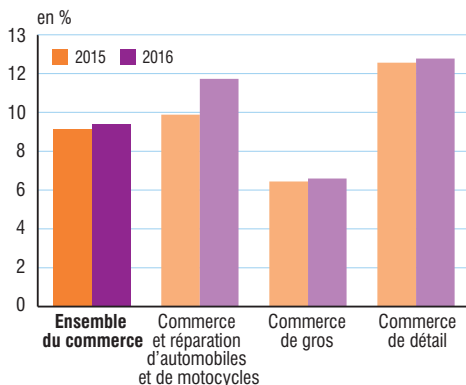
	Taux de marge commerciale	Taux d'exportation	Taux de valeur ajoutée	Taux d'investissement
Commerce et réparation d'automobiles et de motos	13,2	4,8	12,2	11,7
Commerce de gros	22,3	15,2	14,2	6,6
Commerce de détail	30,0	2,5	18,4	12,8
Ensemble du commerce	23,7	9,9	15,2	9,4
Ensemble des secteurs principalement marchands¹	///	17,9	27,7	19,0

1. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur du commerce.

Source : Insee, É sane.

5. Taux d'investissement en 2015 et 2016



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur du commerce.

Source : Insee, É sane.

5.6 Transports et entreposage

En 2016, le secteur des **transports et de l'entreposage** compte 116 000 entreprises et réalise un chiffre d'affaires (CA) de 207 milliards d'euros, soit 5,5 % de celui de l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Son poids dans l'emploi est nettement plus élevé (10 %) avec 1,2 million de salariés en équivalent temps plein (ETP).

Il se structure autour de deux métiers, qui assurent à eux seuls les trois quarts de l'activité : d'une part, les transports terrestres, subdivisés pour l'essentiel en transport de voyageurs, de fret et services de déménagement, (43 % du CA, 50 % de la valeur ajoutée et 58 % des effectifs salariés) et d'autre part, l'entreposage et les services auxiliaires de transport (respectivement 33 %, 29 % et 19 %). Les autres activités sont de taille nettement inférieure : transports aériens (respectivement 10 %, 7 % et 5 %), activités de poste et de courrier (7 %, 13 % et 18 %) et transports par eau (7 %, 1 % et 1 %).

Du fait de la présence de grands opérateurs (Air France-KLM, SNCF ou La Poste), les entreprises de ce secteur se caractérisent par une taille moyenne élevée (10 salariés contre 3), en particulier dans les transports aériens (85 salariés).

En 2017, la production en volume de la branche des transports et de l'entreposage reste dynamique (+ 4,0 % après + 3,1 % en 2016), affichant une croissance nettement supérieure à celle de l'économie marchande dans sa totalité (+ 2,9 %). L'évolution des

effectifs salariés est moins soutenue (+ 0,6 % après + 1,0 %).

Entre 2000 et 2016, la production des transports croît à un rythme un peu plus lent que l'ensemble de l'économie marchande (+ 0,9 % contre + 1,1 % par an en moyenne). La progression est soutenue dans le transport par eau (+ 4,1 % par an), modérée dans l'entreposage et les services auxiliaires (+ 1,2 %), faible dans le terrestre (+ 0,8 %) et l'aérien (+ 0,4 %). Les activités postales et de courrier reculent sensiblement (- 2,1 %), confrontées à l'essor de moyens de communication concurrents.

Sur la même période, comme dans l'ensemble de l'économie marchande, l'emploi salarié est stable (+ 0,1 % en moyenne annuelle) contrairement à l'industrie (- 1,7 %) et aux services (+ 1,3 %). Le transport par eau et l'entreposage sont créateurs nets d'emploi (+ 1,2 % et + 1,8 % par an). En revanche, le transport aérien et les services postaux perdent des effectifs (- 1,3 % et - 1,7 %).

En 2016, le taux de marge des entreprises de transports et d'entreposage fléchit par rapport à l'année précédente (25 % contre 26 %) et se place à un niveau légèrement inférieur à celui de l'ensemble de l'économie (27 %). Cet effritement se constate dans toutes les activités, à l'exception du transport aérien (+ 1,3 point à 14 %).

L'investissement se concentre dans les transports terrestres (60 % du total) et l'entreposage (26 %). Il s'élève à 22 milliards d'euros en 2016, en baisse de 9 % par rapport à 2015. Le taux d'investissement recule de deux points et s'élève à 25 % en 2016. ■

Définitions

Le secteur des **transports et de l'entreposage** comprend la section H de la NAF Rév. 2 (divisions 49 à 53). Voir *annexe Nomenclature d'activités française*.

Transports et entreposage 5.6

1. Chiffres clés des transports et de l'entreposage en 2016

	Entreprises	Salariés en ETP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée hors taxes	Investissements corporels bruts hors apports
	(en milliers)		(en milliards d'euros)			
Transports terrestres	94,7	692,1	89,3	4,4	45,1	13,4
Transports par eau	2,0	13,6	13,9	11,9	0,5	0,5
Transports aériens	0,7	57,1	20,9	10,8	6,5	1,9
Entreposage	10,4	223,3	67,7	12,4	25,6	5,7
Poste et courrier	7,8	211,5	14,9	0,4	11,4	0,7
Ensemble des transports et entreposage	115,6	1 197,6	206,8	40,0	89,0	22,2
Ensemble des entreprises principalement marchandes non agricoles et non financières	3 460,8	11 955,3	3 748,2	672,1	1 037,3	196,6
Poids des entreprises des transports et entreposage¹ (en %)	3,3	10,0	5,5	5,9	8,6	11,3

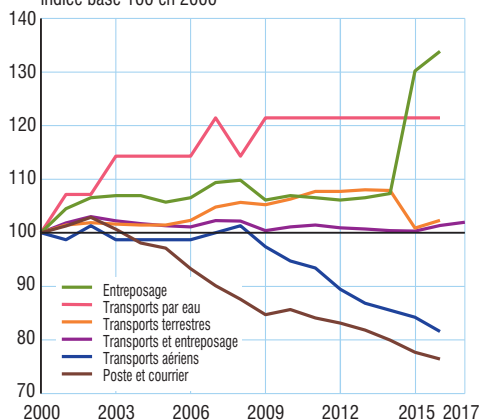
1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur des transports et de l'entreposage par rapport à l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur des transports et de l'entreposage.

Source : Insee, É sane.

2. Évolution de l'emploi salarié hors intérim

indice base 100 en 2000

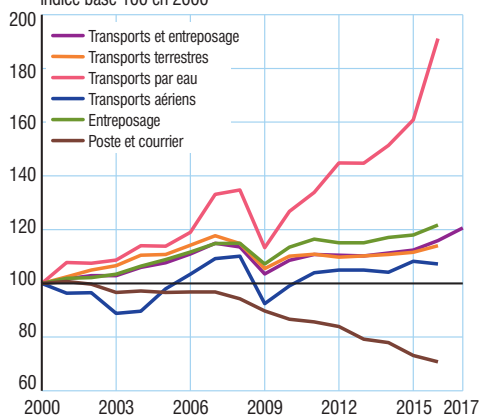


Champ : France métropolitaine, transports et entreposage, en secteur d'établissements. Note : les titulaires de contrats d'intérim sont classés systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4^e trimestre).

3. Production par branche

indice base 100 en 2000



Champ : France, branches des transports et de l'entreposage.

Source : Insee, comptabilité nationale.

4. Ratios des transports et de l'entreposage selon les secteurs en 2016

en %

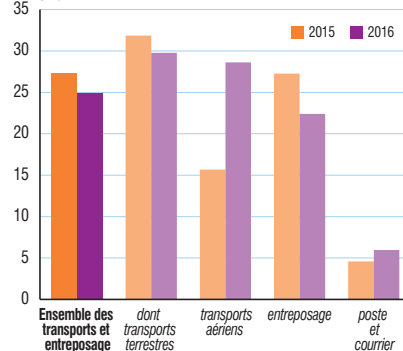
	Taux de valeur ajoutée	Taux d'investissement	Taux de marge ¹
Transports terrestres	50,4	29,8	19,9
Transports par eau	n.s.	n.s.	n.s.
Transports aériens	31,1	28,6	14,0
Entreposage	37,8	22,4	48,7
Poste et courrier	76,6	6,0	6,3
Ensemble des transports et entreposage	43,1	24,9	25,1
Ensemble des secteurs principalement marchands²	27,7	19,0	27,3

1. Hors sièges sociaux. 2. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur des transports et de l'entreposage.

Source : Insee, É sane.

5. Taux d'investissement en 2015 et 2016

en %



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur des transports et de l'entreposage. Source : Insee, É sane.

5.7 Services marchands

En 2016, le secteur des **services principalement marchands** (hors services financiers) compte 1,8 million d'entreprises et réalise un cinquième du chiffre d'affaires (CA) de l'ensemble des activités marchandes (783 milliards d'euros).

Deux activités concentrent plus des deux tiers de la valeur ajoutée des services marchands : les **services aux entreprises** (47 %) et l'**information-communication** (23 %). L'**immobilier** vient en troisième position (13 %), suivi de l'**hébergement-restauration** (11 %) et des **services aux particuliers** (6 %).

En 2017, la production accélère dans les services (+ 3,5 % en volume, après + 2,5 % en 2016), comme dans l'ensemble des activités principalement marchandes non agricoles et non financières (+ 2,9 % après + 1,9 %). Les services les plus dynamiques demeurent l'information-communication (+ 5,3 %) et les services aux entreprises (+ 4,4 %). L'hébergement-restauration est très dynamique (+ 4,3 %), poursuivant le rebond de 2016. Parallèlement, les effectifs augmentent (+ 3,1 %) à un rythme plus rapide que dans l'ensemble de l'économie marchande (+ 1,7 %). Cette progression est surtout sensible dans les services aux entreprises (+ 4,1 %), les activités informatiques (+ 6,5 %) et la restauration (+ 4,2 %).

Entre 2000 et 2016, la vitalité des services est manifeste : la production s'accroît deux fois plus vite dans les services que dans l'ensemble du secteur marchand (+ 2,0 % en moyenne annuelle et en volume contre + 1,1 %). Ce dynamisme se répercute sur l'emploi

salarié (+ 1,3 % par an contre + 0,2 % dans l'ensemble du secteur marchand et - 1,7 % dans l'industrie).

En moyenne, les entreprises de services exportent peu, contrairement à leurs homologues de l'industrie (11 % du chiffre d'affaires en 2016 contre 38 %), la pénétration des marchés étrangers se faisant plutôt par l'implantation de filiales. Les exportations se concentrent presque exclusivement dans les services aux entreprises (60 % du total) et l'information-communication (34 %).

En 2016, le taux de marge des entreprises de services est légèrement supérieur à celui de l'ensemble du secteur marchand, hors sièges sociaux (29 % contre 27 %) ; il marque un petit recul par rapport à 2015 (- 1 point). Ce ratio est fortement lié à la nature capitaliste ou non de l'activité. Ainsi, il atteint 69 % dans l'immobilier, mais plafonne à 19 % dans l'hébergement-restauration et à 21 % dans les services aux entreprises, ces productions reposant davantage sur le travail humain.

En hausse d'un point par rapport à 2015, le taux d'investissement corporel brut des services est nettement supérieur à la moyenne de l'économie marchande (25 % contre 19 %). Trois activités très capitalistes se partagent l'essentiel de l'effort d'investissement : l'immobilier (46 % du total), où le taux d'investissement atteint 85 % en 2016, les services aux entreprises (30 % du total), du fait de la location et location-bail, et, plus modestement, le secteur de l'information-communication (11 %), tiré par les télécommunications. ■

Définitions

Les **services** englobent un ensemble d'activités dont le principal point commun est la fabrication de produits immatériels, même si, parfois, la frontière entre matériel et immatériel est ténue.

Le secteur des **services principalement marchands** est composé des **activités immobilières** (section L de la NAF rév. 2), des **services rendus aux entreprises** (sections M et N), du secteur de l'**information-communication** (section J), de l'**hébergement-restauration** (section I) et des **services aux particuliers** (sections R et S), hors associations. Voir *annexe Nomenclature d'activités française*.

Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2017 : la production accélère, favorisée par une demande soutenue », *Insee Première* n° 1706, juillet 2018.
- « Les services marchands en 2017 - Rapport sur les comptes », *Document de travail* E2018/03, juillet 2018.
- « Le secteur du nettoyage », *Insee Première* n° 1690, mars 2018.
- « La projection cinématographique : une croissance tirée par les multiplexes », *Insee Première* n° 1677, novembre 2017.

1. Chiffres clés des services marchands en 2016

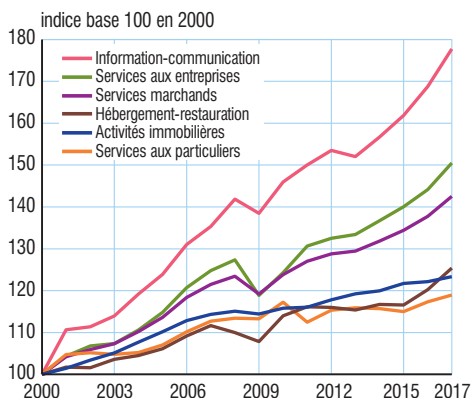
	Entreprises	Salariés en ETP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée hors taxes	Investissements corporels bruts hors apports
	(en milliers)		(en milliards d'euros)			
Hébergement-restauration	270,8	829,1	96,0	2,0	40,2	8,1
Information-communication	133,8	718,6	185,0	28,8	86,5	11,1
Activités immobilières	275,4	204,6	86,4	1,0	49,0	41,8
Services aux entreprises	694,9	1 885,0	357,5	51,2	177,4	26,4
Services aux particuliers	442,3	300,9	57,7	1,8	21,3	4,2
Ensemble des services marchands	1 817,2	3 938,3	782,7	84,8	374,4	91,6
Ensemble des entreprises principalement marchandes non agricoles et non financières	3 460,8	11 955,3	3 748,2	672,1	1 037,3	196,6
Poids des entreprises des services marchands¹ (en %)	52,5	32,9	20,9	12,6	36,1	46,6

1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur des services marchands par rapport à l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des services principalement marchands.

Source : Insee, É sane.

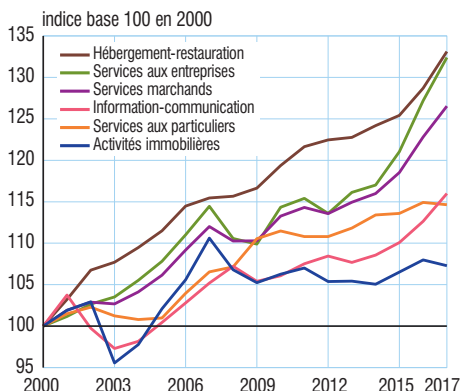
2. Production par branche en volume



Champ : France, branches des services marchands.

Source : Insee, comptabilité nationale.

3. Évolution de l'emploi salarié y compris intérim



Champ : France métropolitaine, services marchands, en secteur d'établissements.

Note : les titulaires de contrats d'intérim sont classés systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4^e trimestre).

4. Ratios des services marchands selon les secteurs en 2016

	Taux d'exportation	Taux de valeur ajoutée	Taux d'investissement	Taux de marge ¹
Hébergement-restauration	2,1	41,9	20,1	18,8
Information-communication	15,6	46,7	12,8	31,9
Activités immobilières	1,1	56,7	85,4	68,6
Services aux entreprises	14,3	49,6	14,9	20,6
Services aux particuliers	3,2	36,9	19,7	28,1
Ensemble des services marchands	10,8	47,8	24,5	29,4
Ensemble des secteurs principalement marchands²	17,9	27,7	19,0	27,3

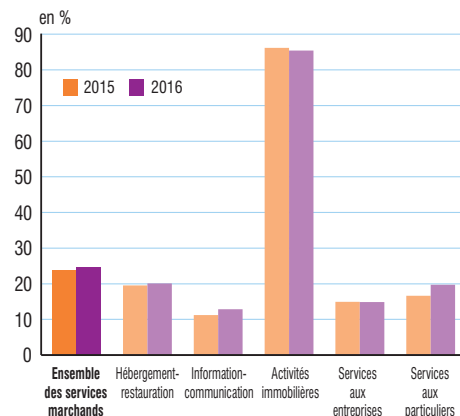
1. Hors sièges sociaux.

2. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur des services principalement marchands.

Source : Insee, É sane.

5. Taux d'investissement en 2015 et 2016



Champ : France, unités légales et entreprises profilées des services marchands.

Source : Insee, É sane.